

II^E CONGRÈS DU P.S.U.

confrontation dans l'unité

IL est évidemment impossible que nous publions un compte rendu détaillé des débats de notre congrès national qui vient de siéger pendant trois jours à Alfortville.

Nous ne pouvons non plus donner le texte des motions d'orientation soumises au vote des délégués, qui seront publiées dans le *Courrier du P.S.U.*

Nous indiquons du moins les scrutins essentiels.

On trouvera également la composition du nouveau *Comité Politique National*, de la commission des conflits et de la commission de contrôle.

Précisons à ce sujet que le C.P.N., au cours de la brève réunion qu'il a tenue à la fin de la dernière séance du congrès, a décidé de tenir une session dimanche prochain, 3 février, pour procéder notamment à la désignation du nouveau bureau national.



(Photo Jacques DIRAND)

Les délégations étrangères (ci-dessus) ont montré aux militants français l'intérêt soulevé à l'étranger par le P.S.U.

APRES l'audition et l'adoption du rapport moral, la séance d'après-midi et la séance de nuit du vendredi furent consacrées à la discussion des textes d'orientation.

Les principales interventions témoignèrent de l'effort d'approfondissement poursuivi dans

diverses fédérations sur certaines questions doctrinales actuellement posées devant le mouvement ouvrier français :

— les *assises sociales* du parti et du Front socialiste ; l'intérêt porté, dans le recrutement et l'agitation, aux diverses couches <de> salariés, la définition exacte et le rôle des « couches

nouvelles » ;

—la nature du *système gaulliste*, les principaux terrains de lutte pour le renversement du système, nos méthodes d'action envers les divers « centres de décision », traditionnels ou modernes ;

—la *politique d'unité* : la quasi-totalité des interventions souligna le caractère nouveau, original des alliances de type Front socialiste, mais beaucoup de délégués insistèrent sur la nécessité, pour le P.S.U., de tenir compte des possibilités récentes offertes à la politique de Front socialiste, de ne pas paraître négliger ces possibilités sous prétexte d'éviter le renouvellement des erreurs du Front populaire ;

—la *conception du parti* : parti du renouvellement socialiste et parti de l'unification socialiste, les délégués mirent l'accent sur l'un ou l'autre de ces aspects dont plusieurs orateurs firent remarquer qu'ils étaient indissolublement liés.

Cinq textes d'orientation

Autour de ces centres principaux de discussion, un véritable reclassement des *principales tendances* s'est donc opéré dans le parti. La *commission de résolution*, au cours d'une journée et d'une nuit de travail (le samedi), devait en prendre acte. Les délégués de quelques fédérations, qui redoutaient que l'affirmation de ces tendances ne nuise à l'unité du parti, essayèrent de présenter un texte acceptable aux deux courants B et C qui, dès le vote indicatif, avaient recueilli le plus grand nombre de mandats. Ils durent, en définitive, y renoncer et admettre que les thèses défendues contradictoirement par ces deux courants résumaient les principaux choix actuellement offerts au parti. Les signataires du texte Rhône-Isère ayant considéré que rien d'essentiel ne les séparait du texte B et, s'étant ralliés à ce texte, c'est finalement sur cinq textes d'orientation que devait, dimanche matin, se prononcer le Congrès.

Gilles Martinet, rapporteur du courant B, considère que les débats en commission ont été décourageants et inquiétants : le style était procédurier et byzantin. Le parti est à un tournant difficile de son histoire. Il faut lutter contre les tendances au repli sur soi-même telles qu'elles ont été exprimées par Guy Mollet au dernier Conseil national S.F.I.O. On ne peut pas se contenter de lutter pour des réformes sociales sans grande portée : il faut mettre en avant le problème de véritables changements de structure qui mettent en cause le néo-capitalisme. A ce prix, il y aura des possibilités réelles de mobilisation des masses.

Le parti, pour cela, doit approfondir la ligne de Front socialiste et faire la clarté sur le programme d'union de la gauche, moins pour l'intérieur du parti que pour l'extérieur. On ne

peut donc s'aligner sur les autres partis. Les tendances dans un parti sont normales et il faut les laisser jouer, mais elles ne doivent pas le bloquer et empêcher la formation d'une majorité autour d'un axe. C'est en fonction de cela que nous avons défendu l'idée d'un accord politique avec le courant C, avec lequel nous n'avons pas de divergences essentielles et que nous avons rejeté l'idée d'un vague centre de travail avec tous les courants.

Guy Desson (texte D) regrette que le Congrès intervienne avant que ne soit opérée une certaine décantation. Il a le sentiment qu'une conception autoritaire d'un « : néo » plutôt que d'un « nouveau » socialisme a présidé à la préparation, puis au déroulement de ce congrès. Plusieurs principes ont été négligés, qui lui paraissent essentiels, parmi lesquels :

- s'affirmer partisans d'un neutralisme actif, militant, pour la coexistence pacifique ;
- défendre une conception laïque de la vie ;
- manifester concrètement une volonté d'unité du parti, ce qui sera la principale responsabilité des futurs dirigeants.

Le parti doit lutter contre des tendances à une conception autoritaire et comparatiste du socialisme.

R. Verdier (texte A) explique qu'après avoir fait preuve d'une certaine réserve lors des travaux de la commission, les signataires du texte A avaient soutenu l'initiative conciliatrice du délégué du Gard et de plusieurs autres fédérations et qu'ils regrettaient que les signataires du texte B n'aient pas accepté de discuter ce texte.

Il pense que la plupart des textes n'offrent guère d'éléments concrets au parti pour son action immédiate.

Il souligne qu'on n'a pas apporté de réplique valable à l'affirmation suivant laquelle il n'y a pas de troisième voie entre la « démocratie populaire » et la démocratie représentative « améliorée », associant les secteurs économiques et sociaux à la direction de la nation.

« Que l'immense majorité des militants, conclut-il, <pense que s'imposent> d'autres méthodes. »

Jean Poperen (texte C) indique que la base de classe du parti comme du Front socialiste c'est l'ensemble des travailleurs salariés et de la paysannerie d'exploitation individuelle.

Il rappelle les propositions d'action, sur le plan politique et économique, permettant de saper à la base le système gaulliste. Il explique que le « contrat d'unité » doit être compris comme un élément et une étape dans le développement de la politique de Front socialiste et exclut tout retour à la tactique opportuniste d'« union des républicains ». Son succès doit être assuré par le développement de « comités de base » et de « cartels

unitaires ».

J. Poperen réaffirme que le parti, parti de l'unification socialiste, doit assurer la fusion de tous les courants du mouvement ouvrier contemporain et que la composition des diverses directions, nationale et fédérales, doit refléter cette conception du parti.

Lequesne (texte E) explique que le Congrès voulait une majorité, mais que le mariage entre B et C aurait été « contre nature ». Le parti est « passé à un nouveau réformisme technocratique » et s'est « aligné sur la droite de la C.F.T.C. et de F.O. ». Sous couvert de nouveautés sociologiques, on assiste à l'abandon de toute ligne de la lutte de classes. Les dirigeants du courant B tournent le dos à la politique de « Front socialiste » élaborée à Clichy. Ils ne répondent pas aux deux questions que pose cette politique : le programme, les partenaires. Il faut faire le

Front socialiste même si le partenaire doit être, pendant toute une étape, le P.C.

Le parti a un grand avenir, mais il faut une majorité idéologiquement forte et numériquement nette.

Après le vote sur les textes d'orientation, le camarade *Pinto*, délégué du Gard, présente, au nom de plusieurs fédérations, un texte qui résumerait les principales décisions politiques du Congrès et constituerait la base politique d'un programme d'action largement majoritaire.

Ce texte est adopté à main levée, les partisans de l'orientation B s'abstenant.

Avant d'entendre les salutations de délégations étrangères et d'élire le nouveau Comité politique national, le Congrès achève son travail en adoptant diverses modifications de structure et de statuts.

Jean Poperen.

Un tragique affrontement

LE congrès d'Alfortville s'est tenu dans la salle des fêtes. Des écriteaux signalaient, d'une manière lisible, l'entrée des délégations ainsi que le parking. Les délégués étaient accueillis par de nombreux camarades qui se disposaient autour et au-dehors de la salle pour assurer les services ordinaires : librairie, information et... buffet.

La librairie, très bien fournie, se trouva achalandée d'un bout à l'autre de ce congrès de trois jours.

La presse extérieure au parti aura amplement souligné les difficultés qu'ont éprouvées les délégués venus de toutes les fédérations, à ordonner leurs débats. « Le Monde » aura, par exemple, tiré de cette absence apparente d'organisation, un doute sur l'avenir du parti.

Des éléments positifs

Assez curieusement, les militants interrogés sur leurs impressions s'appliquaient à tirer les éléments positifs du congrès.

Il était sain notamment que les éléments plus jeunes accèdent aux postes de responsabilité.

Le désordre apparent des débats étaient causés par l'objet même de ce congrès qui désirait surtout permettre l'affrontement

libre des idées politiques les plus antagonistes sur la direction du parti.

Cet affrontement d'idées a pris superficiellement l'aspect d'un affrontement des hommes.

Quelques fédérations sont arrivées à Paris avec le mandat de s'abstenir, plutôt que de prendre position pour l'une ou l'autre tendance, mais en définitive une clarification a commencé à se faire.

Consolider l'Unité

Certains faits, attestent incontestablement la volonté de consolider l'unité du parti : le camarade Fay ainsi que le camarade Naville ont été applaudis unanimement et écoutés dans le plus grand silence, quand ils ont parlé de cette nécessité pressante.

Ceci lors de la séance de vendredi. L'allocution de clôture d'Edouard Depreux le dimanche soir s'est faite également dans l'attention générale malgré l'heure et la très compréhensible fatigue des délégués.

Les délégations étrangères ont montré aux militants français l'intérêt soulevé à l'étranger par le P.S.U.

Bernard Cornille.

.....

Vote sur le rapport moral

C'est à la première séance, vendredi matin, qu'Edouard Depreux a présenté, au nom du Bureau national et du C.P.N. sortant, le

rapport moral.

Celui-ci, après un bref débat, a été adopté dans les conditions suivantes :

Inscrits : 791 ; Exprimés : 692 ; Pour : 449 ;
Contre : 76 ; Abstentions : 167.

Scrutin sur les motions d'orientation

Le vote sur les motions d'orientation a eu lieu à la séance de dimanche matin, la commission ayant siégé le samedi après-midi et une longue partie de la nuit. Aucun accord n'ayant pu être réalisé, cinq textes ont été soumis aux délégués. Ils ont été présentés par Robert Verdier (motion A), Gilles Martinet (B), Jean Poperen (C), Guy Desson (D) et Michel Lequenne (E).

Le scrutin a donné les résultats suivants :

Inscrits : 796 mandats ; absents : 39 ; votants : 757 ; abstentions : 29 ; exprimés : 728.

Motion A : 74 mandats ; motion B : 323 ; motion C : 223 ; motion D : 30 ; motion E : 78.

En conséquence de ces résultats, les divers textes seront représentés au C.P.N. de la manière suivante :

A : 6 sièges ; B : 25 sièges ; C : 18 sièges ; E : 6 sièges.

Rappelons qu'il est nécessaire, selon les statuts, qu'un texte ait recueilli au moins 10 p. 100 des suffrages exprimés pour être représenté au C.P.N.

COMITÉ POLITIQUE NATIONAL

Motion A

Bérégovoy Pierre (Seine-et-Oise) ; Binot Jean (Eure) ; Guillaneuf Raymond (Puy-de-Dôme) ; Klein Maurice (Paris) ; Puisais Harris (Ariège) ; Verdier Robert (Paris).

Motion B

Arthuys Jean (Seine-Banlieue) ; Badiou Raymond (Haute-Garonne) ; Belleville Pierre (Moselle) ; Combes Maurice (Loiret) ; Compère Jacques (Gard) ; Debarge Marcel (Banlieue) ; Denecker Gérard (Corrèze) ; Depreux Edouard (Banlieue) ; Garnier André (Paris) ; Gontcharoff Georges (Banlieue) ; Heurgon Marc (Paris) ; Kessler Jean-François (Nièvre) ; Longeot Henri (Banlieue) ; Mallet Serge (Paris) ; Martinet Gilles (Paris) ; Mazier Antoine (Côtes-du-Nord) ; Montariol Alexandre (Haute-Garonne) ; Nasille Pierre (Paris) ; Néry Claude (Seine-et-Oise) ; Reynaud Jacques (Paris) ; Sécher Roger (Maine-et-Loire) ; Serratrice Marc (Isère) ; Servet Georges (Puy-de-Dôme) ; Servet Georges (Paris) ; Verlhac Jean (Banlieue).

Motion C

Bérégovoy Michel (Seine-Maritime) ; Blaisse Jacques (Corse) ; Bourdet Claude (Paris) ; Bridier Marcel (Banlieue) ; Ducloux Jacques (Vienne) ; Fay Victor (Paris) ; Filiâtre Roland (Banlieue) ; Floriand Roland (Seine-

et-Oise) ; Gallon Pierre (Loire) ; Goulois Michel (Indre-et-Loire) ; Humblo Henri (Marne) ; Jouffa Yves (Paris) ; Le Coadic Pierre, (Ille-et-Vilaine) ; Lucas Michel (Sarthe) ; Poperen Jean (Paris) ; Tanguy-Prigent (Finistère) ; Vincent Jean-Marie (Banlieue) ; Weitz Lucien (Banlieue).

Motion E

Benoist Henri (Banlieue) ; Bleibtreu Marcel (Paris) ; Calves André (Paris) ; Fimbel Denis (Eure) ; Fourrier Jules (Haute-Garonne) ; Pennetier Marcel (Banlieue).

Commission de contrôle

LISTE A. — Un élu : REYMOND Guy, 36 mandats ; vient ensuite : BERT Raymond, 10 mandats.

LISTE B. — Trois élus : 1. GUIBART Augustin, 281 mandats ; 2. PHILIPPE Roger, 281 mandats ; 3. PIAU Jean-Pierre, 281 mandats.

LISTE C. — Deux élus : 1. DELAURENT Charles, 203 mandats ; 2. PRIM René, 194 mandats.

LISTE E. — Un élu : THERIAU Fernande, 26 mandats ; vient ensuite : TOUR Francis, 16 mandats.

Commission des conflits

LISTE A. — Un élu : NOULE Roger, 28 mandats ; vient ensuite : MAROUBY Jacques, 22 mandats.

LISTE B. — Quatre élus : 1. TAMBURINI Georges, 276 mandats ; MOUSSAY Robert, 267 mandats ; 3. GOMES, 180 mandats ; 3. SMAGGHE Bernard, 175 mandats ; viennent ensuite : 5. DUBOIS Claude, 42 mandats ; 6.

RENARD Georgette, 27 mandats.

LISTE C. — Trois élus : 1. LEO-LAGRANGE Madeleine, 195 mandats ; 2. BERNARD Pierre, 177 mandats ; 3. BOUSREZ, 121 mandats ; vient ensuite : 4. COUDERC Guy, 113 mandats.

LISTE E. — Un élu : ROGER Jean, 42 mandats ; vient ensuite : VERGER Jean, 0 mandat.

Tribune Socialiste n° 134

2 février 1963

Pages 6 et 7